Climat: la Suisse doit en faire six fois plus

PATRICK HOFSTETTER
PATRICIA LETEMPLÉ*

D'ici 2030, la Suisse doit faire en sorte d'économiser annuellement plus de 200 millions de tonnes de gaz à effet de serre afin d'éviter que les changements climatiques ne provoquent une hausse dangereuse des températures de 2 degrés. Ce chiffre est six fois plus élevé que la valeur discutée à ce jour. Il a été calculé par le réputé Stockholm Environment Institute», qui a pris en compte les deux facteurs suivants: la responsabilité historique pour les gaz à effet de serre déjà émis (en tous cas depuis 1990) et la puissance économique. En effet, les plus riches sont davantage en mesure de contribuer à la résolution du problème. Dans le pays-même, une réduction de 30 millions de tonnes ou de 60% est nécessaire (par rapport à 1990). Pour le reste, la Suisse doit s'engager dans des projets à l'étranger. D'ici fin mars, le Conseil fédéral doit annoncer à l'ONU quelle sera la contribution effective de la Suisse à la protection du climat d'ici 2030. Les signes avant-coureurs ne sont malheureusement pas encourageants. Le gouvernement projette apparemment de contribuer à l'effort général à hauteur de la moitié de la part équitable en Suisse et de manière minimale à l'étranger. Pour le WWF, il est clair que notre pays ne peut pas fuir ses responsabilités: le réchauffement climatique est à mettre essentiellement au compte des pays riches comme la Suisse. Ce sont malheureusement les Etats les plus pauvres qui sont le plus touchés.

Dans une pétition, le WWF et près de 50 autres organisations de l'Alliance climatique demandent que la Suisse prenne ses responsabilités. A ce jour, le Conseil fédéral s'est généralement contenté d'exiger que les autres fassent davantage d'efforts. Maintenant, il doit enfin annoncer quelle sera la contribution équitable de la Suisse en la matière. Les trois points essentiels de la pétition sont: réduction des émissions de gaz à effet de serre de 60% en Suisse d'ici 2030, abandon complet des énergies fossiles d'ici 2050 et soutien financier suffisant pour réduire les émissions, accompagnés de progrès supportables pour le climat et de mesures d'adaptation dans les pays en développement.

* *WWF Suisse*

Les M&A freinées par le franc

L'influence du taux de change sur le marché des fusions et acquisitions semble démontrée selon une étude.

HENRI SCHWAMM*

En supprimant le 15 janvier 2015, de façon totalement inattendue, le cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro introduit le 6 septembre 2011, la Banque nationale suisse (BNS) a entre autres rappelé que les relations économiques internationales dépendent des conditions dans lesquelles les agents peuvent opérer des comparaisons et effectuer des transactions en passant d'une monnaie à l'autre. Depuis 1973, le flottement des monnaies a été généralisé à l'échelle mondiale, de sorte que les taux de change sont le plus souvent déterminés par le marché. Or ce marché des changes n'assure pas spontanément un équilibre satisfaisant pour les différentes économies nationales: dans certaines conditions, il est même susceptible de créer de graves distorsions. Après une parenthèse de plus de 3 ans, la BNS est revenue à une situation «normale» mais préjudiciable aux intérêts de la quasi-totalité des acteurs de la place financière suisse qui avaient bénéficié de ce qu'en termes économiques il faut bien appeler une «protection».

Les activités de fusions et acquisitions des PME suisses n'ont pas fait exception à la règle. Spécialiste reconnu de ces activités, The Corporate Finance Group (TCFG) s'est le premier interrogé sur les conséquences de la décision de la BNS. Sous la plume de Marc Möckli, associé de TCFG, il a observé dès le 16 janvier dernier que de nombreuses transactions ont été «gelées», en particulier quand un acteur étranger (faisant ses calculs en euros) souhaitait acquérir une société non cotée en Suisse. Pour cet acheteur, le coût de la transaction a augmenté de 15% du jour au lendemain. Il court en outre des risques plus élevés en raison des incertitudes liées à l'évolution de la conjoncture, notamment pour les sociétés actives à l'exportation (baisse du chiffre d'affaires, diminution des marges). Pour une entreprise suisse prévoyant une acquisition dans la zone euro, la situation est exactement inverse: son prix sera de 15% meilleur marché. Mais les revenus et les résultats de cette cible, naturellement mesurés en euros, une fois convertis en francs suisses, représenteront au total 15% de moins.

Pour en avoir le cœur net, Marc Möckli a parallèlement analysé l'impact sur les activités de fusions et acquisitions qu'a eu l'introduction du taux plancher de 1,20 franc suisse contre 1 euro en date du 6 septembre 2011. Il a inclus les participations suisses (avec une société suisse acheteuse, vendeuse, ou une cible). Résultat: après une période permettant la finalisation des négociations, les volumes d'activité ont significativement augmenté. Au cours du seul premier semestre 2012, plusieurs transactions transfrontalières de taille ont été annoncées. L'auteur cite Glencore-Xstrata, Nestlé-Pfizer Nutrition, Alliance Boots-Walgreen ou encore ABB-Thomas & Betts. «Nous attribuons l'essor du marché de M&A lors du premier semestre 2012 notamment à l'introduction du cours plancher, car cet environnement a apporté de la sécurité en termes de planification financière et les acteurs ont donc repris confiance», écrit Marc Möckli, sûr de son fait.

Le marché des fusions et acquisitions (merger & acquisition business) est éminemment complexe. Les multiples facteurs qui interviennent dans le processus de décision, et qu'il est difficile de pondérer, diffèrent d'une opération à l'autre. Les influences personnelles, pas toujours rationnelles, comptent souvent beaucoup. Une chose est sûre: l'insécurité et son funeste cortège de volatilité et d'illisibilité peuvent être considérés comme l'ennemi numéro un du M&A business, en quête par-dessus tout de prévisibilité et de confiance. Interrogé par la *Neue Zürcher Zeitung*, le président du directoire de la BNS, Thomas Jordan, admet que la suppression du taux plancher rend difficile une planification financière fiable. Actuellement, l'insécurité domine. Le 15 janvier 2015, la bourse suisse a subi une baisse de 9%, l'une des pertes les plus cuisantes de son histoire. Avec la réévaluation massive du franc suisse, les analystes escomptent des effets sur l'économie réelle: pour sa part, UBS a déjà réduit sa prévision de croissance du PIB suisse de 1,8% à seulement 0,5%. Les entreprises orientées internationalement devront réviser leurs planifications à moyen terme. Avec trois conséquences majeures: une baisse des estimations de bénéfices pour la plupart des entreprises en raison des taux de conversion des monnaies; une baisse des discounted cash-flows (DCF) qui constituent la base de toutes les méthodes de valorisation des entreprises; une réduction proportionnelle des prix des transactions de M&A.

Sans exclure des transactions à court terme exploitant des opportunités uniques et acquises à des prix à la casse (fire-sales), Marc Möckli s'attend à une stabilisation du marché des M&A et à un retour de la confiance à moyen terme, pour autant évidemment que la croissance économique en Suisse et dans la zone euro se confirme et que les taux d'intérêt, déterminants pour le financement d'une acquisition, restent à des niveaux historiquement bas.

**Université de Genève*

L'INSÉCURITÉ ET SON CORTÈGE DE VOLATILITÉ ET D'ILLISIBILITÉ SONT L'ENNEMI NUMÉRO UN DU M&A BUSINESS.

Non à un saut dans l'inconnu cher et risqué

L'initiative demandant l'instauration d'une taxe sur l'énergie menace les finances fédérales et par conséquent les assurances sociales (AVS/AI).

Le 8 mars , nous voterons sur l'initiative «Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie». Portée par les Vert'Libéraux, cette initiative entend remplacer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) par une taxe sur l'énergie qui concernerait uniquement les énergies fossiles. Présentée par ses partisans comme «un gain pour l'économie, l'écologie et la société», cette initiative doit être combattue: elle n'est défendable ni économiquement, ni écologiquement ou socialement. L'initiative est d'abord néfaste à notre économie. Pour compenser les plus de 22 milliards de francs que la TVA rapporte à la Confédération – soit 35% de ses recettes ordinaires –, la taxe sur l'essence, le diesel, le mazout, le gaz et l'électricité devrait être très élevée. Selon les estimations, elle pourrait atteindre 33 cts par KWh, 3 francs par litre d'essence et 3,30 francs par litre d'huile de chauffage. Une hausse des prix de l'énergie exorbitante, qui mettrait notre industrie et ses emplois sous pression, sans compter le renchérissement massif des coûts de production et de transport. Ceci, alors que notre économie, confrontée à un coût du travail plus élevé qu'à l'étranger, doit travailler dur pour rester compétitive et innover pour lutter contre les effets du franc fort. D'autres conséquences sont hélas prévisibles, comme l'accroissement du tourisme à la pompe en matière d'achat de carburants, qui ne ferait que renforcer le tourisme d'achat déjà observé dans les zones frontalières et contre lequel le commerce de détail tente de réagir. Mais c'est aussi le portemonnaie de la classe moyenne qui serait touché: outre l'essence, les charges liées au logement pourraient augmenter ainsi que le prix des produits dont la manufacture nécessite beaucoup d'énergie, sans garantie que cette hausse soit contrebalancée par l'abandon de la TVA.

Enfin, l'initiative menace les finances fédérales et, par conséquent, les assurances sociales (AVS/AI): la suppression de la TVA priverait la Confédération de sa principale source de financement. Or, la TVA permet de financer les transports publics, la formation, un système de santé de qualité ainsi que notre sécurité. Mais elle constitue aussi une source de financement pour notre AVS qui va déjà aux devants de grands défis financiers liés à l'évolution démographique. La nouvelle taxe sur l'énergie ne permettrait pas d'y pallier, car elle se base sur un mécanisme boiteux: si elle atteint son objectif - voir la consommation d'énergie diminuer - l'argent manquera dans les caisses de l'Etat; celui-ci n'aura d'autre choix que de relever continuellement la taxe pour compenser la baisse des recettes, ou devra faire face à des pertes financières massives.

Supprimer la TVA représenterait un véritable saut dans l'inconnu, sans parachute, qui aurait de lourdes conséquences pour les entreprises, les consommateurs et les finances publiques. Pari cher et risqué qu'il faut refuser.

SANDRINE HANHARDT REDONDO
Centre patronal

SUPPRIMER LA TVA REPRÉSENTERAIT UN VÉRITABLE SAUT DANS L'INCONNU SANS PARACHUTE QUI AURAIT DE LOURDES CONSÉQUENCES POUR LES ENTREPRISES, LES CONSOMMATEURS ET LES FINANCES PUBLIQUES.

Au-delà de l'Allemagne

L'économie allemande montre des signes de faiblesse évidents. Malgré la doxa pro-austérité.

MICHEL SANTI*

Les excédents allemands sont le symptôme d'un mal profond! Il est donc vital d'identifier et de conscientiser cette maladie qui ronge l'ensemble de l'organisme européen. Résultante mathématique élémentaire d'une épargne qui surpasse très largement les investissements, ces excédents allemands suffisent à poser un diagnostic clair et sans appel sur l'état de santé d'un pays qui subit d'autant plus la stagnation séculaire que sa démographie est en pleine régression. En d'autres termes, l'Allemagne se meurt.

Une analyse basique de l'électro cardiogramme de son activité économique dévoile en effet des arrêts cardiaques de récession réguliers et, ce, depuis 2002 avec une croissance moyenne d'environ 0,6% ces treize dernières années. En état de mort cérébrale, ce grand corps à la renverse ne semble en bonne santé qu'en comparaison (apparente) avec ses voisins... Cette japanisation de l'Europe – maintes fois évoquée depuis quelques années –, tout comme cette déflation qui s'installe insidieusement au sein de l'économie de l'Union reflétée par les taux et par les rendements négatifs, nous proviennent en droite ligne de ce mal allemand qui infecte de proche en proche l'ensemble des économies européennes. C'est donc du cœur de l'Europe que nous vient cette déflation, et non de sa périphérie! A cet égard, ne vous y trompez pas et soyez sans illusion– et sans espoir: la stagnation allemande n'est pas provisoire.

Ce pays sombre effectivement depuis une petite quinzaine d'années et ne réagira hélas pas aux stimuli fraîchement prescrits par la Banque Centrale Européenne. Il ne répondra pas plus – et ne reprendra pas non plus des couleurs – suite à des réformes structurelles... pour la simple et unique raison que l'Allemagne les a déjà mises en place il y a plus de dix ans! Ce qui ne l'empêche pas aujourd'hui d'agoniser, non sans que son râle ne fasse encore illusion et passe - aux yeux de l'observateur non averti ou partial- pour le vrombissement d'un moteur en marche...

Voilà pourquoi il convient aujourd'hui de regarder au-delà du moribond allemand, comme il est impératif de dépasser cette querelle entre partisans d'une austérité et d'une rigueur budgétaires d'une part dont on voit qu'elle tue l'Allemagne à petit feu et d'autre part défenseurs de stimuli keynésiens. En effet, pendant que le petit monde académique se déchire, et tandis que l'Allemagne parvient encore à imposer ses règles à la Grèce, à la France, à l'Italie et à bien d'autres nations européennes toujours sous l'impression fallacieuse que ses excédents sont le reflet d'une bonne santé économique... Les enjeux véritables sont ailleurs, car le conflit n'est pas entre allemands et espagnols, ni même entre Allemands et Grecs.

Il est entre le groupe ayant le plus bénéficié de la crise et celui qui doit aujourd'hui assumer à lui seul les coûts et le fardeau des indispensables réajustements et ré équilibrages. La vraie ligne de fracture – la seule qui compte et qui doit être clairement identifiée afin d'être mieux combattue -est celle qui sépare et qui oppose le monde des affaires et l'élite de la finance ayant largement profité avant, pendant et après la crise à la masse des salariés et des travailleurs de la classe moyenne allemande, française, grecque et autres. C'est, en d'autres termes, une guerre sans merci qui fait rage aujourd'hui au sein même de l'Europe entre groupes et castes économiques, et non entre nationalités européennes. En prendre conscience, c'est déjà entrevoir des solutions et c'est barrer la route à l'extrême droite.

* *www.gestionsuisse.com*
www.cristalcapital.ch